Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/L-etat-dans-la-guerre-des-classes

L'état dans la guerre des classes

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : dimanche 10 janvier 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

L'attitude de l'état à travers la direction régionale du travail dans le conflit autour de l'usine "Saint-Jean Industrie, anciennement fonderie Duranton, est scandaleuse, honteuse pour les fonctionnaires qui ont accepté d'être porteur de ce coup en traitre, digne des pétainistes de 40. Elle est malheureusement révélatrice de la reprise en main de l'état par la grande bourgeoisie au service des ses intérêts, avec une violence extrême.

Voilà ce qu'écrit devant les prudhommes la direction régionale du travail, prenant fait et cause sans vergogne pour un patron voyou :

> "Il apparaît que ce sont les représentants du personnel eux-mêmes et les salariés qui ont précipité la cessation des relations commerciales avec Renault Trucks, qu'ils ont par leur attitude, dictée par la cupidité, précipité la liquidation judiciaire de la société (...), sur fond de crise économique mondiale dans le secteur de l'automobile. À partir de fin 2008 et début 2009, les formes de conflits opposant les salariés à leurs directions se sont durcies : blocage des productions, menaces d'attentats contre les entreprises..."

Ainsi, pour ce représentant de l'état, les salariés sont cupides ! C'est l'appât du gain qui les a fait se mettre en grève pour se retrouver au chômage ! On se demande pourquoi il n'en rajoute pas en demandant des sanctions. C'est peut-être ce qu'indique en creux la phrase évoquant des "attentats contre les entreprises". L'accusation de terrorisme n'est pas loin.
<a href="http://pam.venissieux.org/IMG/jpg/26012009334.jpg" title='JPEG - 105.2 ko' type="image/jpeg">

Rappel des faits(notre précédent article) : Après de multiples restructurations, la fonderie Duranton, rachetée par un de ces patrons nouveaux riches, mettant en concurrence ses diverses usines, mentant effrontément aux salariés de chaque site pour les tourner les uns contre les autres, pendant qu'il pavoise dans les salons dorés de la bourgeoisie lyonnaise, fait face aux restructurations de ses clients de l'automobile. Le groupe Peugeot cesse ses contrats en 2004 avec un premier dépot de bilan de l'usine, un plan social pour la moitié de l'effectif, avec fermeture du site de Genay. C'est là qu'apparait ce futur golden boy de l'industrie, ce monsieur Di Serio qui crée St-Jean Industrie sur les décombres de Duranton, qui avait sans doute déja fait à l'époque le choix de privilégier l'usine de Croatie.

En 2008, l'occasion lui est donné par le groupe Volvo Trucks qui cesse aussi ses achats qui représentent 56% de l'activité, le reste étant vendu à BMW et AREVA... Dans le capitalisme, les grandes puissances ne sont jamais très loin !
Di Serio fait tout pour détourner la colère potentielle des salariés et leur fait miroiter des primes faramineuses de Volvo. En fait, il cherche à se faire payer par Volvo le déménagement des machines en Croatie ! Difficile pour les 110 salariés de l'usine de comprendre ce qui se passe, et ce n'est qu'en découvrant le 5 janvier 2009 que leur entreprise a changé de nom, que Di Serio a commencé le ménage avant de mettre en liquidation cette nouvelle société bidon [1] le 15 janvier qu'ils décident d'occuper l'usine.

Copyright © Le Vénissian

C'est le début d'une lutte forte et solidaire, marquée par le soutien de la ville de Vénissieux, de son maire et futur maire, des élus, des militants du quartier.

<a href="sites/levenissian.fr/IMG/jpg/CUBA_Santeria.jpg" type="image/jpeg" title="">

Le député André Gerin fera à plusieurs reprises appel au gouvernement, à Sarkozy qui multiplient les déclarations sur le sauvetage dela filière automobile

Si les salariés seront malheureusement licenciés et le site fermé, la dé pollution étant un problème de plus que ce Di Serio espère ne pas avoir à payer, la lutte n'a pas été vaine, ne serait-ce que par cette expérience de la solidarité et de la force de l'action. Reste à aller au bout pour que les salariés fassent reconnaitre la responsabilité du patron. C'est l'objectif de l'action en justice pour exécution fautive du contrat de travail.

Lorette Joulié, ancienne employée et secrétaire du comité d'entreprise. Nous espère que le 2 mars prochain, "la justice se rangera de notre côté".



Mais dans ce monde capitaliste, l'affrontement entre ceux qui travaillent et ceux qui exploitent le travail des autres est sans pitié, et l'état n'est pas neutre ! au contraire. Sans un rapport de force social et politique pour lui imposer le respect du droit, c'est toujours du coté des riches qu'il se range. C'est le sens de ce rapport de la direction du travail : prendre fait et cause pour le patron délocalisateur contre les salariés licenciés.

Ce n'est pas un fait isolé, notamment ces derniers temps. La droite Versaillaise qui nous gouverne utilise tous les moyens pour imposer la domination des plus riches et réprimer toute velléité de résistance. C'est ainsi que l'Union Locale CGT de Lyon 8ème a fait l'objet d'une perquisition par tous les services d'état [2] encadrées par les forces de police bloquant la rue, comme si les syndicalistes étaient des terroristes.

Copyright © Le Vénissian

Les sanctions pleuvent dans toute la France contre les syndicalistes.

Ceux qui pensent que cette violence est le fait d'une dérive "sarkosyste" du système se trompent lourdement. Il est même dangereux de stigmatiser la personne du président de la république en risquant de masquer la logique profonde qui fait que même le très républicain Seguin que tout le monde encense après sa mort, aurait accompagné la même évolution de l''état, compte tenu de la profondeur de la crise et de la nécessité de faire payer au monde du travail une facture gigantesque, celle d'une classe sociale qui se gave comme jamais !

L'exemple de ce patron nouveau riche qui délocalise et licencie est éclairant.
 un témoignage d'artisan évoque les travaux pharaoniques réalisés par ce bourgeois des temps nouveaux dans le luxueux quartier de la cité internationale, symbole de la réussite pour les riches, du "Grand Lyon" de Gérard Collomb : appartement sur trois niveaux avec piscine intégrée, jacuzzi et cascade en terrasse donnant sur la vue du Rhône et du parc de la Tête d'Or, avec une installation électrique et domotique de... 140 000Euros, le prix d'un pavillon de banlieue pour ses "petits" salariés, "cupides" selon l'état, qu'il envoie au chômage !

En peu de faits, la réalité de ce qui bouscule notre société : les luttes de classes sont encore le moteur de l'histoire. Aux communistes d'en tirer toutes les conséquences

---

[1] dans ce système capitaliste parait-il fondé sur la "responsabilité individuelle", les patrons ont toujours comme première urgence de dégager au maximum leur responsabilité en inventant des sociétés écrans, filiales, ou tout simplement "ad-hoc", histoire d'isoler les pertes et de ne pas devoir prendre sur leurs autres actifs pour payer ! Bref, un monde d'irresponsables dans les faits dont la vraie devise est bien "socialiser les pertes, privatiser les profits"

[2] y compris les services de la ville de Lyon dirigée parait-il par la gauche

Copyright © Le Vénissian